

Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique

Transcription non éditée

609^e séance

Jeudi 11 juin 2009, à 10 heures
Vienne

Président : M. Ciro Arévalo Yepes (Colombie)

La séance est ouverte à 10 h 21.

Le PRÉSIDENT [interprétation de l'espagnol] : Nous sommes jeudi, demain c'est vendredi et j'espère que vous êtes tous impatients d'arriver à la fin de la semaine. Nous avons aujourd'hui différentes questions à aborder et nous commencerons par le point 14, "Coopération internationale en vue de promouvoir l'utilisation de données géospatiales de source spatiale pour le développement durable".

Pardon, une seconde.

Nous continuerons également l'examen du point 10, "Espace et société", et le point 11, "Espace et eau". Nous continuerons l'examen du point 15 de l'ordre du jour, "Questions diverses".

Ce matin, nous écouterons trois exposés, trois présentations techniques. La première qui nous sera faite par le Japon sur l'"Introduction d'un outil pour l'enseignement des sciences spatiales". La deuxième qui sera faite par un représentant de la Turquie qui nous parlera de "La science des matériaux de pointe utilisés dans l'espace avec les applications terrestres". Et enfin, dernier exposé qui sera fait par un représentant du Prix international du Prince Sultan Bin Abdulaziz sur l'eau qui sera suivi d'un film.

Je vous encourage également, Mesdames et Messieurs, à participer à une table-ronde organisée par la délégation italienne et l'Agence spatiale italienne sur la question de l'astrophysique et la cosmologie, 400 ans après Galilée". Cette table-ronde aura lieu, Mesdames et Messieurs, dans cette salle de conférence à 13 h 30 immédiatement après la fin de cette plénière. Un buffet léger vous sera

servi à côté de vos casiers. C'est le représentant permanent de l'Italie, l'Ambassadeur Gianni Ghisi qui régale.

Avant de continuer, j'ai une petite question à poser au secrétariat.

L'utilisation des techniques spatiales au sein du système des Nations Unies (point 13 de l'ordre du jour) (*suite*)

Le PRÉSIDENT [interprétation de l'espagnol] : On m'a demandé de rouvrir le point 13, parce que la délégation de la Colombie veut faire une délégation sur le point 13, "L'utilisation des techniques spatiales au sein du système des Nations Unies". La Colombie, allez-y Monsieur.

M. J. OJEDA BUENO (Colombie) [interprétation de l'espagnol] : Bonjour, Monsieur le Président. Effectivement, merci d'avoir accepté de rouvrir ce thème qui porte sur "L'utilisation des techniques spatiales au sein du système des Nations Unies", qui reflète la coopération entre les délégations ici présentes et le Bureau des affaires spatiales.

Pour ce qui est du point 13, nous tenons tout simplement à appuyer la déclaration très complète et très exhaustive faite hier par l'Ambassadeur de la Bolivie, M. Bazoberry. Il est revenu en effet, hier, sur l'initiative de la Présidence qui porte le titre de "Vers une politique spatiale des Nations Unies". Comme l'a dit la délégation de la Bolivie, cette proposition contient toute une série d'éléments qui favoriseront la coopération et l'interaction entre les différentes entités du système des Nations Unies. Elle permettra également de favoriser la coopération avec d'autres entités qui ne font pas partie du système des Nations Unies mais qui sont

Dans sa résolution 50/27 du 16 février 1996, l'Assemblée générale a approuvé la recommandation du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique aux termes de laquelle, à compter de sa trente-neuvième session, des transcriptions non éditées de ses sessions seraient établies à la place des procès-verbaux. Cette transcription contient le texte des déclarations prononcées en français et l'interprétation des autres déclarations telles que transcrites à partir de bandes enregistrées. Les transcriptions n'ont été ni éditées ni révisées.

Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire de la transcription, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication au chef du Service de la traduction et de l'édition, bureau D0771, Office des Nations Unies à Vienne, B.P. 500, A-1400 Vienne (Autriche). Les rectifications seront publiées dans un rectificatif récapitulatif.



cependant des acteurs importants de la problématique spatiale. La Colombie appuie fermement la vision qui correspond à la vision du Secrétaire général des Nations Unies, M. Ban Ki-moon qui s'inscrit dans la droite ligne de l'initiative déjà lancée par le précédent Secrétaire général, M. Kofi Annan. Il est clair que tout doublon irait à l'encontre de cet objectif fondamental qui est nécessaire, je crois, si l'on veut atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement.

Pour les raisons que je viens de vous présenter, nous pensons qu'il doit y avoir un renforcement de la coopération entre le secrétariat du COPUOS et les États membres du Comité. Cette relation harmonieuse est fondamentale pour appliquer les décisions, recommandations, orientations, directives et propositions qui découleront des travaux de notre Comité. C'est la raison pour laquelle, Monsieur le Président, nous prions le Bureau des affaires spatiales des Nations Unies à la tête duquel se trouve le Dr Mazlan Othman, nous demandons à sa Directrice qu'elle vienne en aide au Comité et au Président du Comité pour que toutes les initiatives qui découleront de nos travaux puissent bénéficier du même traitement et ainsi pouvoir avancer dans l'application et la mise en œuvre de ces propositions.

En guise de conclusion, Monsieur le Président, chers collègues du secrétariat, la Colombie prie la Directrice du Bureau des affaires spatiales ou son représentant au niveau de ces procédures, d'accompagner toutes ces procédures, notamment au niveau des conférences ayant pour but de promouvoir le développement régional. Je vous remercie, Monsieur le Président.

Le PRÉSIDENT *[interprétation de l'espagnol]* : Le Brésil, vous avez demandé la parole, l'Équateur également. Le Brésil, allez-y.

M. J. M. FILHO (Brésil) *[interprétation de l'espagnol]* : Merci, Monsieur le Président. L'intervention que nous venons d'entendre de la part de la délégation colombienne nous semble des plus raisonnables, tout à fait constructive. C'est la raison pour laquelle nous voudrions, Monsieur le Président, tout simplement déclarer notre appui à la proposition de la Colombie. Nous souscrivons pleinement à ses observations. En effet, elles contribueront à rendre les travaux de notre Comité plus fructueux, je crois. Je vous remercie.

Le PRÉSIDENT *[interprétation de l'espagnol]* : Merci. La parole va maintenant à l'Équateur, l'Équateur à la parole, qui sera suivi par le Mexique et le Chili.

M. J. BARBERIS (Équateur) *[interprétation de l'espagnol]* : Merci, Monsieur le Président. Moi aussi, la délégation de l'Équateur voudrait rebondir sur ce qui a été dit par le délégué de la Colombie et le délégué du Brésil. Nous tenons tout simplement nous aussi à appuyer cette initiative, cette idée suite à la proposition qui a été présentée par vous-même, "Vers une politique spatiale des Nations Unies". Nous pensons en effet qu'une participation et une coopération du secrétariat du Comité du Bureau des affaires spatiales sous la direction éclairée de Mme Othman, est une valeur ajoutée précieuse pour avancer dans la formulation de ces politiques. Suite aux observations et à la lumière des observations qui ont été faites ici, et à la lumière des observations qui seront faites à l'avenir, je crois que nous serons très rapidement en mesure de disposer d'un document très précieux qui nous permettra de faire avancer les travaux des Comités et de faire avancer les activités spatiales des différents États ici présents.

Nous tenons tout simplement, Monsieur le Président, à réitérer que nous appuyons l'initiative présentée par la Colombie. Nous pensons en effet que c'est un document important et nous appelons de tous nos vœux cette coopération, une coopération plus étroite avec le secrétariat. Je vous remercie.

Le PRÉSIDENT *[interprétation de l'espagnol]* : Je vous remercie, Monsieur. La délégation du Chili qui sera suivie de celle du Mexique. Le Chili a la parole.

M. J. A. IGLESIAS MORI (Chili) *[interprétation de l'espagnol]* : Merci beaucoup, Monsieur le Président. Monsieur le Président, je ne vais pas non plus m'appesantir trois heures sur ce qui a déjà été dit par la délégation de la Colombie, les interventions des délégations du Brésil et de l'Équateur. En effet, elles reflètent très bien ce que nous pensions nous-mêmes. Nous sommes tout à fait d'accord avec eux. Nous pensons en effet qu'il faut qu'il y ait un accompagnement du document que vous avez présenté, Monsieur le Président, pour éviter les chevauchements, les doublons et pour favoriser l'efficacité du Comité. Je vous remercie.

Le PRÉSIDENT *[interprétation de l'espagnol]* : Merci. Le Mexique a la parole.

M. S. CAMACHO (Mexique) *[interprétation de l'espagnol]* : Merci, Monsieur le Président. Ma délégation, Monsieur le Président, sera des plus brèves également. Nous appuyons tout simplement la déclaration de la Colombie. Nous pensons que l'initiative que vous avez présentée, Monsieur le Président, doit être utilisée en particulier étant donné le contenu de la déclaration

de la Colombie, doit être utilisée en particulier pour renforcer le système des Nations Unies. Une politique interinstitutions entre les institutions des Nations Unies, une politique de coopération faciliterait grandement les travaux de ces institutions, bien sûr, et nos travaux, et faciliterait également leur participation aux travaux de ce Comité. Je vous remercie.

Le PRÉSIDENT [*interprétation de l'espagnol*] : Merci. Nous en avons donc terminé, je crois, avec cet examen de cette question, ce tour de table. Je vais donc demander au secrétariat de bien vouloir mentionner toutes ces déclarations dans le procès-verbal, dans le rapport de cette réunion. Je suis sûr que la Directrice du Bureau des affaires spatiales sera prête à satisfaire aux demandes des délégations.

Les États-Unis, vous avez demandé la parole.

M. K. HODGKINS (États-Unis d'Amérique) [*interprétation de l'anglais*] : Merci. Que faisons-nous ? Est-ce que nous venons d'accepter quelque chose, d'approuver quelque chose ? Je n'ai pas très bien compris à quel moment nous devons intervenir sur la base de ces interventions. On nous demande d'accepter quelque chose ? Dans ces cas-là, il faudrait qu'on nous explique ce qu'on nous demande d'examiner et d'approuver. J'ai eu du mal à suivre. Merci.

Le PRÉSIDENT [*interprétation de l'espagnol*] : Merci beaucoup au délégué des États-Unis. Voyons si nous sommes d'accord. La Colombie a fait une déclaration qui a été reprise par d'autres délégations. Elles ont exprimé le souhait d'une plus grande coopération avec le secrétariat, avec le Comité, avec le Bureau des affaires spatiales. Cela a été déjà le cas de par le passé. Il s'agit en fait d'une recommandation qui a été formulée par la délégation de la Colombie. Il ne s'agit pas ici d'une prise de décision. Nous ne sommes pas en train de prendre une décision. Nous ne sommes pas en train d'adopter une liste de points spécifiques. C'est bien plutôt une volonté de coopérer ou une demande de coopération adressée au secrétariat et au Bureau des affaires spatiales avec le Comité. Voilà, j'espère que c'est clair.

États-Unis.

M. K. HODGKINS (États-Unis d'Amérique) [*interprétation de l'anglais*] : Oui, merci. Je n'ai aucune raison de m'opposer ou d'être d'accord à ce stade avec votre intervention, le document que vous avez distribué est un document fort utile. Nous avons ce type de document présenté dans le passé par les présidents du Comité et des Sous-Comités, et je pense que nous pourrions aborder votre document de la même façon que nous

l'avons fait dans le passé, ça nous n'y verrons aucune difficulté. Nous demanderons au secrétariat de refléter toutes les opinions de façon appropriée dans le rapport. Je vous remercie.

Le PRÉSIDENT [*interprétation de l'espagnol*] : Je vous remercie pour cet esprit de coopération dont vous avez fait preuve. Je remercie la délégation américaine ainsi que les autres délégations pour cet esprit ouvert. Nous allons donc poursuivre nos travaux.

Coopération internationale en vue de promouvoir l'utilisation de données géospatiales de source spatiale pour le développement durable (point 14 de l'ordre du jour) (*suite*)

Le PRÉSIDENT [*interprétation de l'espagnol*] : Nous en sommes au point 14 de l'ordre du jour, "Coopération internationale en vue de promouvoir l'utilisation de données géospatiales de source spatiale pour le développement durable". Je vais donner la parole au titre de ce point 14 à M. David Stevens.

M. D. STEVENS (Bureau des affaires spatiales) [*interprétation de l'anglais*] : Merci, Monsieur le Président, d'avoir donné la possibilité au groupe de travail d'information géographique des Nations Unies de présenter les activités réalisées par ce mécanisme interinstitutions depuis notre dernière présentation en 2008. Je suis là en ma qualité de co-Président de ce groupe de travail. La co-Présidence tourne tous les deux ans et à la dernière plénière qui s'est tenue en novembre dernier ici à Vienne, le Bureau des affaires spatiales et la Commission économique pour l'Afrique avaient approuvé comme co-Président pour la période 2009-2010.

Ce groupe de travail a été formé en l'an 2000 pour s'occuper des questions géospatiales, cartographie, frontières, échange de données, un travail qui concerne l'Organisation des Nations Unies et les États membres. L'ONGIWG collabore étroitement avec les organisations non gouvernementales, les instituts de recherches et l'industrie pour mettre en place et préserver une base de données géographiques et des technologies géospatiales et améliorer les capacités normatives. 33 fonds, programmes, agences spécialisées des Nations Unies sont membres maintenant du groupe de travail. Ce groupe de travail fait rapport périodiquement au Bureau des directeurs des Nations Unies sur les progrès réalisés.

La composition du groupe d'experts de ce groupe de travail a augmenté. Nous sommes passés de 200 à 350 experts et nous pensons que ce groupe va s'agrandir de 100 individus supplémentaires d'ici 2010. Cela reflète l'augmentation des compétences nécessaires et disponibles au sein de

l'Organisation due à l'utilisation accrue des informations géospatiales au sein du système des Nations Unies, à l'appui des mandats variés qui ont été donnés par les États membres à l'Organisation.

En 2005, ce groupe de travail a décidé de collaborer en vue de la mise en place d'une infrastructure des données spatiales des Nations Unies, UNSDI. L'UNSDI maintenant commence à mettre en œuvre la phase après l'évaluation initiale qui a besoin d'évaluation et de mettre en place un document cadre. Le groupe de travail cherche donc des ressources internes et externes pour pouvoir s'acquitter de cette initiative essentielle.

Le Groupe des observations de la Terre reconnaît l'importance de l'UNSDI. Il l'a reconnu au cours de la dernière réunion au sommet qui a eu lieu au Cape et que le processus de GEOSS pourrait contribuer directement au développement de l'infrastructure spatiale des Nations Unies. Dans le cadre du système des Nations Unies, un nouveau bureau a été établi. Le bureau du chef des technologies de l'information occupe une place particulière dans le processus UNSDI et il permet de mieux intégrer les efforts en matière d'information géospatiale et technologies de l'information au sein de l'Organisation.

Le groupe de travail maintient des liens étroits avec différents organes professionnels et internationaux, y compris l'ISO, sur les géomatiques, ainsi que le CEOS et d'autres fondations. Le secrétariat appuie le groupe de travail dans le cadre de la réalisation de l'UN-Spider et son bureau à Bonn. Nous aimerions recevoir des ressources additionnelles pour poursuivre ces activités.

Nous allons également accueillir à Bonn la dixième réunion de ce groupe en octobre prochain. Nous voudrions pouvoir vous inviter à y participer. Merci.

Le PRESIDENT [*interprétation de l'espagnol*] : Je vous remercie. Le Brésil a la parole. Allez-y.

M. J. M. FILHO (Brésil) [*interprétation de l'espagnol*] : Merci, Monsieur le Président. Permettez-moi, Monsieur le Président, de faire le point sur les consultations que nous avons réalisées hier sur la base de votre recommandation, sur la proposition du Brésil relative à la coopération internationale dans le but de mettre en place des infrastructures nationales d'utilisation des données géospatiales et de mettre cela au service du développement durable, puisqu'il s'agit ici de la coopération internationale en vue de promouvoir l'utilisation des données géospatiales de sources spatiales pour le développement durable. En ce qui

nous concerne, ça a été une réunion très positive, très constructive. Le nombre de participants était beaucoup plus supérieur au nombre de délégations qui avaient manifesté leur intérêt dans la salle pour participer à cette réunion.

Ensuite, cette réunion a également été marquée par pléthore d'idées et de propositions qui ont été faites pour renforcer la proposition que nous avons faite et que nous avons soumise à l'examen de ce Comité. La délégation brésilienne a pris note de toutes les observations, de toutes les suggestions qui ont été faites et nous sommes prêts à mener à bien un premier travail de consolidation pour arriver à une série de recommandations qui pourraient bénéficier de l'appui de tous les États intéressés à la question.

Pour ce faire, nous aurons peut-être besoin de davantage de temps. C'est la raison pour laquelle nous voudrions savoir si vous pourriez nous donner la possibilité de nous entretenir sur la question, de nous réunir, pour justement s'occuper du peaufinement de ce document. Les délégations ayant pris part aux consultations ainsi que notre délégation sommes d'avis que ce programme doit se poursuivre jusqu'à la prochaine session du Comité, ainsi nous serons en mesure de nous acquitter de nos fonctions. Je vous remercie, Monsieur le Président.

Le PRESIDENT [*interprétation de l'espagnol*] : Je remercie le délégué du Brésil. Merci de cette contribution très constructive. Alors, si j'ai bien compris ce que vous avez demandé, c'est que vous voulez en fait disposer du temps nécessaire pour inclure dans le texte les recommandations qui pourraient être faites ultérieurement, et vous réunir la prochaine fois. C'est cela ?

M. J. M. FILHO (Brésil) [*interprétation de l'espagnol*] : Non, écoutez, il faut qu'on souligne ce qui a été fait, il faut qu'il y ait un travail de communication entre les différentes délégations pour arriver à un texte, à un texte acceptable pour tous les pays intéressés. Je vous remercie.

Le PRESIDENT [*interprétation de l'espagnol*] : Merci, y a-t-il des observations, sur le fruit de ces négociations, les résultats de ces consultations ? Il y a deux délégations qui ont demandé la parole, le Mexique et les États-Unis. Le Mexique, allez-y.

M. S. CAMACHO (Mexique) [*interprétation de l'espagnol*] : Merci, Monsieur le Président. C'est tout simplement, Monsieur le Président, pour appuyer la proposition faite par le Brésil, à savoir que le Comité devrait prolonger d'un an, reconvenir d'un an le programme de travail dont il est saisi. Dans les consultations qui

ont eu lieu hier, au cours de ces consultations, les délégations présentes ne sont pas prêtes, c'est ce qui est ressorti, ne sont pas prêtes à présenter un rapport qui ferait justice à la question. C'est la raison pour laquelle nous vous proposons de proposer ce qu'a justement proposé la délégation du Brésil, à savoir que le Comité proroge d'un an son programme de travail et garde le même thème que cette année, en fait. Je vous remercie.

Le PRESIDENT [*interprétation de l'espagnol*] : Les États-Unis, allez-y.

M. K. HODGKINS (États-Unis d'Amérique) [*interprétation de l'anglais*] : Merci, Monsieur le Président. Je ne m'oppose pas du tout à proroger l'examen de ce point encore un an, mais il faut dire clairement dans le rapport quel sera notre programme de travail pour l'année prochaine.

J'ai plusieurs questions à poser. Tout d'abord, est-ce que nous allons aborder cette question de la même façon que cette année, c'est-à-dire qu'il y aura encore des déclarations sur cette question, ou est-ce que nous allons porter notre attention uniquement sur le texte proposé et présenté par le Brésil ? Là, je pense qu'il est important de savoir comment nous allons aborder cette question.

Ensuite, je voudrais savoir quel est le statut du CRP.3. Est-ce que nous allons recommencer à zéro, à la case départ, avec ce document CRP.3, ou est-ce que nous allons décider que le rapport sous sa forme actuelle est acceptable sauf pour ce qui est du chapitre IV, Recommandations et conclusions, qui feront l'objet justement de ces consultations entre maintenant et la fin de la session prochaine ? Autrement dit, le CRP.3 dans son intégralité, presque son intégralité est acceptable, mais nous avons besoin d'une année supplémentaire pour terminer le chapitre IV, Recommandations et conclusions.

Ceci étant dit, si nous allons porter notre attention uniquement sur le chapitre IV, qui constituera le point central de notre attention l'année prochaine, que devons-nous attendre de la session de l'année prochaine pour que nous puissions achever, terminer ? Je ne pense pas qu'il serait utile d'arriver le premier jour de la session de l'année prochaine, représenter un autre document que nous devons une fois de plus examiner. Là, quelqu'un nous dira, nous avons encore besoin d'un an pour y réfléchir. Nous avons besoin d'un document concret pour que l'année prochaine dès le début, nous puissions travailler de façon constructive et que nous sachions sur la base de quel document nous allons travailler.

Je pense que nous devons trouver une réponse à ces deux questions avant de terminer. Je vous remercie.

Le PRESIDENT [*interprétation de l'espagnol*] : Merci au représentant des États-Unis. Écoutez, la complexité de vos réponses dépasse mes capacités. Je comprends très bien vos inquiétudes. Le Mexique a proposé de proroger pour un an le programme de travail en gardant le même thème que cette année, en conservant le thème, et je vais peut-être poser la question au Mexique, tout simplement. Je voudrais savoir si par rapport à ce qui vient d'être dit par les États-Unis, est-ce que vous pourriez peut-être ajuster votre proposition ? Qu'est-ce que vous avez à dire, le Mexique ?

M. S. CAMACHO (Mexique) [*interprétation de l'espagnol*] : Merci, Monsieur le Président. Je ne pense pas que ma proposition va à l'encontre des questions qui ont été posées par la délégation des États-Unis. Mais je voudrais que ce soit le Brésil qui réponde à la question, étant donné que c'est le Brésil qui a fait cette proposition. Ce sont eux qui ont fait la proposition. Ce sont eux qui sont le fer de lance de ce processus, donc je pense qu'il leur incombe de répondre à la question.

Le PRESIDENT [*interprétation de l'espagnol*] : Le Brésil. Est-ce que vous êtes prêt à répondre, à préciser un petit peu la structure que tout cela va revêtir ?

M. J. M. FILHO (Brésil) [*interprétation de l'espagnol*] : Écoutez, je pense que le délégué des États-Unis a fait une intervention tout à fait opportune. J'avais pensé que ce que j'avais dit était clair, mais je me rends compte qu'il faut préciser davantage, c'est normal. Nous sommes convaincus que ce qui est en jeu c'est le IV du rapport, autrement dit, les conclusions et recommandations, et nous planchons exactement là-dessus. Lorsque nous arriverons à un texte qui soit acceptable par tous les pays suite aux débats qui ont été commencés hier, nous veillerons à ce que ce texte soit distribué à tous les États membres, à tous les États membres du Comité, pour que tous soient saisis d'un document qui soit prêt avant le début de la prochaine session du Comité. C'est ça l'hypothèse de travail.

Le PRESIDENT [*interprétation de l'espagnol*] : Merci à la délégation du Brésil. Je pense que cela correspondrait. Question aux États-Unis. Est-ce que cela correspond à votre proposition, Monsieur ? Est-ce que vous êtes d'accord ? Est-ce que vous êtes d'accord avec la proposition brésilienne ?

M. K. HODGKINS (États-Unis d'Amérique) [*interprétation de l'anglais*] : Merci,

Monsieur le Président. Je voudrais faire une proposition très concrète et peut-être que le secrétariat pourrait le mentionner dans le rapport. Je proposerai ce qui suit. Tout d'abord, le Comité devrait décider que les chapitre I à III du CRP.3 ont été adoptés, ou en tout cas qu'ils sont acceptables, pour que nous n'ayons pas à recommencer à zéro, que nous n'ayons pas à recommencer l'examen de ces trois chapitres l'année prochaine. Tout dépend bien sûr, de l'adoption du chapitre IV. On pourrait décider que les chapitres I, II, III du CRP.3 pourraient être approuvés sur une base ad hoc, en attendant bien sûr l'adoption du dernier chapitre, le IV.

Deuxièmement, entre maintenant et la prochaine session du Comité, le secrétariat pourrait distribuer un CRP reflétant les conclusions figurant actuellement dans le rapport, le chapitre IV actuel, ainsi que le texte proposé par le Brésil découlant des consultations qu'il a menées. Donc, on aurait un CRP, un document de salle de conférence, avec les conclusions, avec tout ce qui a été dit cette fois-ci, et le consensus des consultations pourrait être incorporé au chapitre IV et ensuite nous pourrions adopter l'ensemble du rapport tel qu'il figure dans le CRP.3.

Voilà ma proposition, donc adopter les chapitres I, II, III sur une base ad hoc, travailler sur le chapitre IV, distribuer un document sur le chapitre IV à l'avance sur la base de ce qui a été proposé par le Brésil, le non-paper, et les commentaires reçus jusqu'à ce jour. Merci.

Le PRÉSIDENT [*interprétation de l'espagnol*] : Merci. Le Brésil a la parole.

M. J. M. FILHO (Brésil) [*interprétation de l'espagnol*] : Pas de problème, Monsieur le Président, pas d'objection à la proposition des États-Unis. Nous pensons que c'est une proposition tout à fait valable et elle correspond à ce que nous avons essayé d'expliquer, à savoir que nous allons travailler pour l'instant sur la base des propositions faites lors de la réunion de consultations, et informer les pays par le biais des canaux de communication du secrétariat. Merci aux États-Unis. Merci pour cette coopération des États-Unis.

Le PRÉSIDENT [*interprétation de l'espagnol*] : Merci au Brésil. La Chine, allez-y.

M. Y. XU (Chine) [*interprétation de l'anglais*] : Merci. D'une façon générale, nous pouvons accepter la proposition du Brésil de reprendre ce point à l'ordre du jour de la prochaine session. Pour ce qui est des méthodes de travail proposées par les États-Unis, là je suis désolé, je ne suis pas vraiment sûr que nous puissions adopter ce document. Examinons ce CRP.3 notamment le

chapitre II, Résumé des débats au sein du Comité. Alors que le texte est intitulé Coopération internationale pour promouvoir l'utilisation des données géospatiales tirées de l'espace aux fins du développement durable.

En fait, il ne s'agit pas vraiment d'un rapport, le débat n'est pas terminé, donc je ne suis pas sûr qu'on puisse approuver même à titre provisoire ces trois chapitres. Pendant la présente session nous avons examiné ce sujet de façon approfondie et le débat de la présente session n'a pas encore été incorporé au CRP.3. Donc, je pense que nous devons retravailler non seulement le chapitre IV, mais également les chapitres I, II et III. Nous savons que c'est le chapitre IV qui est le point le plus important et que nous sommes d'une façon générale d'accord avec ce qui figure dans les chapitres I, II et III, mais s'il est nécessaire de réviser le texte, il faut que le rapport que l'on présentera reflète également les conclusions des débats qui ont eu lieu à la présente session. Ça serait un compromis approprié, sinon il faudra organiser une intersession pour travailler sur le CRP.3. Pour l'instant, nous ne disposons que du non-paper du Brésil, mais un grand nombre de délégations n'ont pas participé aux consultations organisées par le Brésil, donc nous avons besoin de plus d'informations pour pouvoir prendre position la prochaine fois.

Le PRÉSIDENT [*interprétation de l'espagnol*] : Bien, alors la situation a changé. Le délégué de la Chine vient de déclarer que les débats qui ont eu lieu cette année ont une incidence non seulement sur le chapitre IV, mais également sur les autres chapitres I, II et III. C'est la raison pour laquelle il préférerait que le document dans sa structure et dans sa totalité en tant qu'unité soit révisé et soit la base de travail pour les travaux de l'année prochaine. Voilà la proposition de la Chine telle que je l'ai comprise, en tout cas.

Il n'y a pas d'objections. Les États-Unis, vous avez l'air d'accord, le Brésil également. *Il en est donc ainsi décidé.*

Point suivant à l'ordre du jour. Le Canada, allez-y, Madame.

Mme A.-M. LAN PHAN (Canada) : Je vous remercie, Monsieur le Président. J'aimerais apporter si vous le permettez, un complément à l'observation de la Chine. C'est que cette session-ci nous avons eu, durant le Comité hier, des discussions qui portent non seulement sur le point de l'ordre du jour, mais particulièrement sur le non-paper qui a été distribué hier. Donc, il serait important, si nous voulons faire un complément au chapitre II, de préciser que c'est dans tel contexte

qu'il y a eu des délégations qui se sont exprimées. Je ne sais pas si c'est suffisamment clair.

Autrement dit, au cours des années nous avons les délégations qui se sont exprimées au sein du Comité sous ce point de l'ordre du jour, mais pour revenir à hier, alors que nous nous sommes réunis, il y a eu une discussion qui s'est portée plus spécifiquement sur la proposition brésilienne qui a été présentée hier, le non-payer. Donc, si je peux me permettre de vous proposer, c'est que dans le chapitre II ce soit clairement reflété que c'était dans le cadre de ce contexte-là. Je vous remercie.

Le PRESIDENT [*interprétation de l'espagnol*] : Oui, c'est un complément, ce que vous venez de dire vient compléter ce qui avait déjà été arrêté, pour ainsi dire, comme *modus operandi* sur la base de la proposition chinoise, avec le consentement des délégations américaine et brésilienne qui sont les auteurs de cette proposition. Nous prenons en considération ce que vous avez dit et cela sera reflété dans le rapport. Je vous remercie. Est-ce que l'on peut passer au point suivant de l'ordre du jour, s'il vous plaît ? Très bien, nous passons donc au point suivant.

Espace et société (point 10 de l'ordre du jour) (*suite*)

Le PRESIDENT [*interprétation de l'espagnol*] : Nous passons donc au point 10, "Espace et société". J'ai une demande de parole au titre du point 10, il s'agit de M. Kobata du Japon. Monsieur, vous avez la parole.

M. K. KOBATA (Japon) [*interprétation de l'anglais*] : Merci. Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs. Au nom de ma délégation, j'ai le plaisir d'avoir la possibilité de prendre la parole à cette cinquante-deuxième session du Comité sur le point intitulé "Espace et société". Nous voudrions exprimer notre satisfaction du fait que le Comité considère l'espace et l'éducation comme un thème spécial pour nos travaux. Nous pensons que c'est un sujet particulièrement important.

Ayant présidé le groupe d'action sur la mise en place des capacités pour l'application des recommandations d'UNISPACE III, le Japon accorde une grande importance au renforcement de l'éducation et de la formation et la mise en place des capacités dans les zones liées à l'espace. Nous avons contribué à différentes initiatives dans ce sens, à la suite de l'examen au bout de cinq ans des recommandations d'UNISPACE III, l'examen UNISPACE III+5. Nous appuyons le rôle que joue ce Comité et ses organes subsidiaires dans la mise en place d'un cadre mondial permettant un échange systématique d'expériences et d'informations et la coordination des efforts en matière de création de

capacités, tel que cela est mentionné dans le plan d'action approuvé par la résolution 59/2 de l'Assemblée générale.

Nous notons avec plaisir qu'au sein du Sous-Comité scientifique et technique, au titre des différents points de l'ordre du jour, les États membres, les entités du système des Nations Unies et les autres organisations ayant le statut d'observateurs permanents au sein du Comité ont procédé à un échange d'informations sur les initiatives et les possibilités de renforcement des capacités dans différents domaines liés aux sciences et techniques spatiales.

Nous appuyons également les recommandations du Sous-Comité à savoir que nous devons faire rapport sur nos efforts afin de promouvoir l'éducation et permettre une plus grande participation des jeunes aux activités spatiales. Pour ce qui est de l'aspect sciences sociales, notre délégation a pris note avec satisfaction de la demande formulée par le Sous-Comité juridique au Bureau des affaires spatiales lui demandant de préparer un rapport présentant les recommandations liées aux capacités dans le domaine du droit spatial réalisées à ce jour et le statut de leur application et proposant les moyens de les appliquer concrètement.

Nous appuyons les recommandations du Sous-Comité selon lesquelles les États membres et les observateurs permanents du Comité devraient informer le Sous-Comité de toute mesure adoptée et prévue aux niveaux national, régional et international, afin de renforcer les capacités dans le domaine du droit spatial.

Ce Comité et ses organes subsidiaires, non seulement constituent un forum pour discuter des efforts en matière de capacités, mais permettent également de jouer un rôle important dans la mise en place de ce cadre global à l'échelle internationale. J'en veux pour preuve la célébration annuelle de la Semaine spatiale mondiale déclarée par les Nations Unies dans le droit fil de l'UNISPACE III. De nombreuses activités éducatives pour les jeunes ont lieu pendant cette semaine. Alors que nous célébrons le dixième anniversaire d'UNISPACE III, il est tout à fait approprié que le thème "Espace et éducation" ait été choisi comme thème pour la célébration de cette année.

Cette année nous célébrons également l'Année internationale de l'astronomie déclarée par les Nations Unies suite à l'initiative de l'AIEA et l'UNESCO. Un grand nombre d'activités réalisées au cours de cette année vise à stimuler l'intérêt des jeunes dans l'astronomie et la science de l'espace, sous le titre "L'Univers, à vous de le découvrir". Le

Japon réalise différentes activités à l'appui de ces initiatives tout en renforçant la coopération internationale dans le domaine de l'éducation spatiale. Nous fournissons un cadre régional de coopération à l'éducation dans l'espace par le biais du Forum de l'Agence spatiale régionale Asie-Pacifique, l'APRSAF. Dans le cadre du groupe de travail sur l'éducation spatiale, l'APRSAF a pris des mesures concrètes pour donner les possibilités aux enfants des écoles, les éducateurs et les enseignants de participer aux activités d'éducation spatiale, tels que les événements des fusées à eau ou un concours d'affiche.

D'autres efforts ont été réalisés pour allier ces activités avec les initiatives mondiales dans le cadre de l'éducation spatiale. La présentation présentée par un représentant du Centre d'éducation spatiale de la JAXA vendredi dernier, présente ces activités de façon plus détaillée. La prochaine étape de nos efforts au sein de l'APRSAF est de contribuer au renforcement de la coopération interrégionale. Certaines mesures ont déjà été adoptées pour renforcer la coopération entre l'APRSAF et les pays d'Amérique latine, comme cela a déjà été mentionné par le Space Education Center.

L'Amérique latine, en collaboration avec l'UNESCO et le Centre d'éducation spatiale, a pu participer à différentes initiatives entreprises par l'Équateur en tant que secrétariat *pro tempore* de la V^e Conférence spatiale des Amériques. Le Camps spatial régional et un atelier spatial se tiendront à Salinas et à Santa Cruz, Équateur, la semaine prochaine et les camps spatiaux de l'UNESCO se tiendront dans plusieurs villes du Pérou la semaine d'après. Voilà quelques exemples d'activités spatiales en Amérique latine auxquelles participe la JAXA.

En Afrique, le Centre d'éducation spatiale de la JAXA poursuit sa collaboration avec le JK, l'Agence de coopération japonaise. Le Centre continue de recevoir des groupes de chercheurs des pays africains depuis 2006 et a proposé des stages de formation et a distribué des matériaux et des méthodes didactiques pour l'enseignement spatial. À part les activités du centre d'éducation, différentes activités éducatives ont été réalisées dans le cadre de l'Année internationale de l'astronomie. Les préparations sont en cours pour une transmission en direct des images à haute définition de l'éclipse solaire totale qui aura lieu le 22 juillet cette année de Iwojima, utilisant le satellite japonais Kizuna. Ce projet fait appel à deux organisations telles que l'Observatoire national, l'Institut d'information, la JAXA et d'autres ainsi que les organisations de télédiffusion pour stimuler la curiosité du grand public et leur permettre de mieux comprendre ces phénomènes.

Un autre projet auquel nous participons c'est le projet de télescope GALILEO. Dans le cadre de ce projet, des petits télescopes de la même taille que celui qui a été utilisé par GALILEE pour ses observations il y a 400 ans sont distribués aux enfants, non seulement au Japon mais dans les autres pays de l'Asie. Ce projet donne aux enfants la possibilité de participer à l'excitation de la découverte qu'a connue à son époque GALILEE.

Voilà juste quelques exemples de nombreuses initiatives qu'organise le Comité japonais 2009 pour l'Année internationale, regroupant plus de dix organisations et universités. Pour ce qui est de matière didactique en matière d'astronomie, l'Observatoire national a mis au point un programme logiciel intitulé MITAKA. Ce logiciel qui peut être téléchargé permet aux usagers de visualiser les données astronomiques théoriques et observationnelles et de naviguer directement dans l'Univers, de la Terre jusqu'aux limites de l'Univers connu. Nous allons faire une présentation de ce logiciel le moment venu.

Pour ce qui est des étudiants des universités, plusieurs efforts d'éducation se poursuivent au Japon pour leur permettre de participer aux activités spatiales. Pour aider les universités qui participent au développement des petits satellites et des nano-satellites, la JAXA leur donne la possibilité de lancement. Sur les sept petits satellites qui ont été lancés le 23 janvier de cette année avec le satellite d'observation des gaz à effet de serre, appelé IBUKI, quatre étaient des satellites des universités. Le lancement et le fonctionnement de ces satellites a permis aux étudiants d'obtenir une expérience unique et d'être motivés pour poursuivre leurs objectifs en matière de génie spatial.

La JAXA collabore avec la NASA, l'ESA, l'Agence spatiale canadienne et le CNES dans le cadre du Conseil d'éducation international spatial, ICEP, afin d'accroître les possibilités de participer et de contribuer aux réunions spatiales internationales et de réaliser des projets concrets de formation. La JAXA assume actuellement la présidence de l'ICEP, pour promouvoir ses objectifs à savoir accroître les réalisations en matière de sciences et technologies et de génie spatial, et pour former une main d'œuvre appropriée pour nos programmes spatiaux futurs.

Dans le domaine des applications spatiales par satellites, nous contribuons aux efforts de mise en place des capacités, notamment en Asie et Pacifique. Au cours des 15 dernières années, le Centre de promotion et des applications par satellites de la JAXA a pu former plus de 1 200 individus venant des entités gouvernementales et universitaires dans différents programmes visant entre autres à donner des connaissances techniques

suffisantes en matière de télédétection et d'utilisation du GIS dans les régions éloignées. C'est une contribution reconnue par le Sommet mondial du développement durable, la Conférence mondiale de réduction des catastrophes, le Comité des observations de la Terre par satellites et le système GEOSS, ainsi que lors du Sommet d'observation de la Terre.

Dans le domaine des sciences spatiales fondamentales, un programme relevant de l'APD, l'Aide publique au développement du Gouvernement japonais, le gouvernement a donné sept télescopes et 20 planétariums à 27 institutions dans 20 pays en développement depuis plus de 25 ans. Nous sommes heureux que le projet d'astronomie auquel le Japon a contribué par son équipement ait été un des projets de suivi qui a été examiné lors des ateliers internationaux organisés par le Bureau des affaires spatiales dans le cadre de l'Année héliophysique internationale. Suite à l'atelier accueilli par l'Observatoire national du Japon, nous continuons à organiser différents ateliers y compris celui qui se tiendra en septembre en République de Corée.

Notre délégation a présenté un certain nombre d'initiatives à ce Comité, notamment au titre de ce point de l'ordre du jour "Espace et éducation". Alors que l'échange d'informations et d'expériences sur ces initiatives liées à l'éducation de l'espace est très important, il serait peut-être utile de porter nos efforts sur l'identification des domaines prioritaires plus spécifiques où des efforts additionnels pourraient être nécessaires et où on pourrait avoir plus d'effets en matière d'éducation spatiale. À cet égard, il faut non seulement présenter les résultats obtenus mais également partager les difficultés que nous avons rencontrées dans le domaine de la promotion des activités spatiales et déplacer l'accent de nos efforts, et nous irions peut-être vers la recherche de solutions pour surmonter ces défis partagés. Merci.

Le PRESIDENT [*interprétation de l'espagnol*] : Je remercie le représentant du Japon. Je donne sans plus tarder la parole à la représentante de l'UNESCO, Mme Yolanda Berenguer. Vous avez la parole, Madame.

Mme Y. BERENGUER (UNESCO) [*interprétation de l'anglais*] : Merci beaucoup, Monsieur le Président.

Monsieur le Président, j'ai le plaisir de vous informer des activités menées par l'UNESCO dans le cadre du programme d'éducation spatiale. Les objectifs de ce programme lancé en 2002 sont les suivants :

- renforcer les sujets liés à l'espace dans les écoles, notamment dans les pays en

développement et promouvoir son intégration dans les programmes scolaires ;

- donner les possibilités aux enseignants et éducateurs de développer et renforcer leurs connaissances dans les différents domaines de l'espace par le biais d'une participation à des ateliers et des conférences à leur intention, et avoir accès à des matériaux didactiques adaptés à leurs besoins ;
- sensibiliser le public sur la contribution et les avantages de l'espace sur l'ensemble de la société, et notamment dans le domaine du développement économique et social, et la contribution au développement durable du pays.

L'objectif général du programme est de préparer la prochaine génération des spécialistes et des prochains usagers explorateurs de l'espace extra-atmosphérique. En mettant l'espace au premier plan, ce programme non seulement apporte une nouvelle dimension dans l'éducation scientifique, mais permet d'introduire des nouvelles valeurs, des nouvelles possibilités liées à la viabilité du système de la Terre. Les études spatiales permettent de développer le processus de réflexion et permettent d'améliorer les compétences en matière de prise de décision qui sont essentielles dans le cadre de la décennie de l'éducation aux fins du développement durable.

Les programmes d'éducation spatiale portent sur trois disciplines : Espace et technologie, Applications spatiales et Génie spatial. On s'adresse à tous les niveaux de l'éducation, enseignants et éducateurs, et certains programmes portent sur les écoles secondaires car c'est là que les élèves doivent prendre des décisions quant à l'avenir et doivent décider de leur future carrière professionnelle. Pour stimuler l'intérêt des jeunes étudiants sur ces thèmes liés à l'espace, l'UNESCO organise dans les pays en développement, en collaboration avec les institutions liées à l'espace et les agences spatiales, différents ateliers avec trois composantes : un thème lié à l'espace, en collaboration avec les institutions spatiales qui font des présentations directes et présentent concrètement différents sujets tels que l'astronomie, la science spatiale, l'exploration de l'espace, etc.

Je voudrais remercier l'Agence spatiale française, le CNES, pour la participation de l'astronaute Flavier et la participation de l'Agence spatiale JAXA et la contribution du Centre d'éducation spatiale japonaise l'INPE, par la participation de Mme Tania Maria Jansen, chargée de l'éducation à l'INPE, et remercier le planétarium

de la ville de Bogota en Colombie. Tous ces experts et institutions ont participé à nos ateliers et ont contribué au succès de ces manifestations.

Le deuxième élément c'est le don des télescopes dans différentes écoles pour partager nos connaissances en astronomie par des cours d'astronomie appliquée.

La troisième composante c'est le développement d'un programme d'éducation spatiale pilote, MSNP, qui est le modèle pour le développement des activités spatiales des différents pays. L'UNESCO a organisé des ateliers aux Philippines, au Viet Nam, en Tanzanie et ailleurs. Les représentants de haut niveau du Ministère de l'éducation ont participé aux cérémonies d'ouverture et de clôture de ces ateliers. Je mentionnerai notamment l'atelier qui a eu lieu en Équateur en 2007. C'est une contribution de l'UNESCO au groupe qui a été organisé à la V^e Conférence spatiale des Amériques. Nous avons organisé également un atelier en Équateur et ensuite il y a eu une réunion des ministères de l'éducation concernant l'insertion des technologies et sciences spatiales dans les programmes scolaires.

En 2008, l'UNESCO a tenu le secrétariat *pro tempore* de la V^e Conférence spatiale des Amériques qui s'est tenue en Équateur et dans ce cadre nous avons organisé un atelier régional avec la participation des enseignants de l'Argentine, du Brésil, du Chili et du Pérou. Cette année, notre atelier se tiendra à Salinas aux Galápagos et s'adresse à toutes les régions de l'Équateur.

Cette année, l'UNESCO a participé à un événement important à Baraquilla en Colombie, "Aventura espacial", auquel plus de 5 000 étudiants et enseignants ont participé. C'est un événement important qui a montré que l'éducation spatiale revêt une importance à tous les niveaux du pays. Le Nigeria, la Tanzanie et d'autres essaient d'incorporer les programmes de formation aux sciences spatiales dans les programmes des écoles secondaires.

Cette année, l'UNESCO organisera un atelier sur l'éducation spatiale en Équateur, au Pérou et pour la première fois, dans la région arabe, en Syrie.

2009, c'est l'Année internationale de l'astronomie. En tant qu'agence internationale des Nations Unies, l'UNESCO en collaboration avec l'Union astronomique internationale, nous avons organisé une cérémonie d'inauguration en janvier dernier à l'UNESCO et plus de 900 astronomes professionnels et amateurs, étudiants, ont participé à cet événement. Nous avons financé la participation des étudiants des pays en développement et nous avons honoré également les

lauréats d'une activité organisée en parallèle. En collaboration avec ces bureaux régionaux, nous collaborons avec l'Observatoire de Paris, le Palais de la découverte, et nous avons organisé des cours pendant la pause déjeuner, des cours d'astronomie à différents endroits, avec le secrétaire de l'UNESCO à l'intention du grand public.

Nous mettons en place un projet important dans le cadre de l'Année internationale tel que le projet GALILEE qui comprend la distribution de télescopes faciles à assembler, coûtant 50 \$ chacun. Un autre projet c'est la sensibilisation à l'éducation qui vise à mettre en place des projets astronomiques et des projets de sensibilisation qui permettent de mieux comprendre la pollution de l'atmosphère.

Pour ce qui est de la mise en place des capacités, nous organisons des stages de formation en astronomie en collaboration avec l'UIT, au Pérou et en Équateur. Nous avons introduit une nouvelle méthode pour l'enseignement de l'astronomie. Ces livres et ces matériaux seront également testés à Ilé Ifé au Nigeria.

La cérémonie de clôture de cette Année internationale aura lieu en janvier 2010 en Italie à l'intention des étudiants du secondaire.

Pour conclure, je dirais que le programme d'éducation spatiale a été basé sur les recommandations de deux conférences internationales de 1999, la Conférence mondiale des sciences et l'UNISPACE III. Nous sommes prêts à coparrainer des activités avec les Nations Unies, le Bureau des affaires spatiales et les autres pays intéressés. Merci.

Le PRESIDENT [*interprétation de l'espagnol*] : Je remercie la représentante de l'UNESCO. [*Les interprètes en profitent pour la remercier de ne pas avoir remis sa déclaration aux interprètes.*] Je sais que vous êtes particulièrement engagée en faveur de la question de l'éducation partout de par le monde. Vous avez travaillé de manière assidue, vous avez coopéré avec le Comité au cours de ma Présidence. C'est ce genre de coopération qui est nécessaire justement pour arriver à une véritable coopération. Merci beaucoup Madame, pour votre déclaration.

Je pense que nous pouvons en terminer avec le point 10, "Espace et société", un point très important. Beaucoup d'initiatives nous ont été présentées. L'élément principal, la proposition principale c'est la communication, l'élément communication, la communication auprès de l'opinion publique. Lorsqu'on désire monter un programme spatial, lorsque l'on veut acheter un satellite, par exemple, il faut communiquer, il faut expliquer pourquoi, quelles sont les retombées bénéfiques que l'espace peut avoir dans la vie

quotidienne des citoyens, et je pense que c'est un point sur lequel il faudra mettre l'accent à l'avenir. Les délégations ici présentes ont fait des contributions importantes qui seront reprises j'en suis sûr dans le rapport.

S'il n'y a pas d'autres délégations désirant s'exprimer, je pense que nous pouvons en conclure avec l'examen du point "Espace et société"

Espace et eau (point 11 de l'ordre du jour) (*suite*)

Le PRESIDENT [*interprétation de l'espagnol*] : Je vous propose de passer sans plus tarder au point 11 de l'ordre du jour, "Espace et eau". Sur la liste des délégations, j'ai le représentant du Japon. Monsieur, vous avez la parole.

M. K. MIYAZAKI (Japon) [*interprétation de l'anglais*] : Merci, Monsieur le Président. Mesdames et Messieurs les délégués, au nom de la délégation japonaise, j'ai le plaisir de vous présenter les expériences du Japon ainsi que les projets du Japon quant à l'observation des cycles de l'eau, observations spatiales ainsi que leurs applications.

Au cours des dernières années, nous avons été témoins des effets négatifs que peuvent avoir les catastrophes naturelles liées à l'eau de par le monde. En Asie du sud-est, par exemple, au Népal, sur le fleuve Kochi, il y a eu des inondations, le fleuve Kochi est sorti de son lit, cela s'est accompagné de précipitations assez importantes qui ont donné lieu à des inondations. D'autres inondations ont également eu lieu dans des zones urbaines, au Viet Nam, à Hanoï, ces inondations ont lieu pratiquement chaque année depuis les dix dernières années. Des inondations ont également eu lieu à Washington dans le nord du Dakota aux États-Unis. Il y a eu un glissement de terrain suite à la rupture du barrage suite à un tremblement de terre dans la province du Sichuan en Chine. Beaucoup de personnes ont perdu leur vie, beaucoup de personnes ont perdu leur domicile et la délégation japonaise tient à présenter ses condoléances aux pays affectés ainsi qu'à toutes les familles des victimes.

La JAXA a mobilisé, dans tous les exemples que je vous ai mentionnés, son satellite DAISHI. La JAXA fournit des informations, des images notamment, qui sont utilisées pour comprendre les conséquences de ces catastrophes, par le biais notamment de la Charte internationale sur les catastrophes naturelles. Le DAISHI mobilise deux types de capteurs optiques qui permettent de mener à bien et de procéder à des observations, quels que soient le temps et le moment de la journée.

Le Japon appuie aujourd'hui des projets comme le projet Sentinelle-Asie qui a été élaboré pour diffuser et partager les informations relatives aux catastrophes naturelles dans la région Asie-Pacifique. Depuis 2006, le site du projet Sentinelle-Asie est à disposition. Sentinelle-Asie vient de compléter la première étape de sa mise en place et la deuxième étape de mise en place et d'exploitation du site vient d'être ouverte.

Le projet Sentinelle-Asie et la Charte internationale sont en train d'élaborer conjointement une interface qui servira de pont entre ces deux applications. Le Centre de réduction des catastrophes naturelles pour l'Asie, l'ADRC, quant à lui sert de coordinateur. Il fournit une réponse aux pays membres qui en font la demande lorsque ceux-ci demandent à ce qu'une zone soit observée depuis l'espace. Il a demandé à obtenir le statut de bureau de soutien de la plateforme UN-SPIDER et un accord de coopération a été signé au cours de cette session la semaine dernière avec le Bureau des affaires spatiales.

Monsieur le Président, pour le Japon la capacité à distribuer et à partager des informations sur les catastrophes naturelles liées à l'eau et notamment en gestion de ressources hydriques par le biais de mécanismes qui peuvent permettre de disséminer et de diffuser rapidement l'information et les données satellitaires est fondamentale. Ainsi, les deux satellites météorologiques géostationnaires IMARAOUI-6 et 7, qui font partie d'un des réseaux les plus vastes de satellites utilisés à des fins météorologiques, sont venus renforcer le système d'observation et de suivi des catastrophes naturelles, le système japonais.

Le Japon a en outre contribué aux efforts entrepris dans la région de l'Asie et du Pacifique ainsi qu'au Japon suite à la mise en place des satellites IMARAOUI. Cela fait 30 ans que ces satellites existent et les observations, les données fournies par ces satellites sont utilisées pour mener à bien des recherches sur les changements climatiques y compris le cycle de l'eau.

Plus récemment, des recherches ont démontré que des changements dans le cycle de l'eau à l'échelle mondiale ont une incidence directe sur les précipitations, sur la gestion des ressources hydriques et contribuent aux glissements de terrains, aux catastrophes naturelles liées à l'eau, à l'échelle régionale et à l'échelle nationale.

Le Japon, comme vous le savez, est un pays de l'Asie orientale. Son territoire est affecté par la mousson et la compréhension du cycle de l'eau au niveau international, au niveau planétaire est fondamental pour prévoir et pour améliorer la qualité de nos vies, des vies de nos citoyens. Le

suivi du cycle de l'eau doit donc être assuré au niveau international, au niveau mondial et fréquemment, étant donné la variabilité à court terme.

Grâce aux observations satellitaires, nous avons pu assurer le suivi du cycle de l'eau au niveau mondial. Pour ces raisons, le Japon, par le biais de la JAXA, promeut les observations ou le suivi du cycle de l'eau en mettant l'accent sur les précipitations. La JAXA collabore avec la NASA dans l'observation et dans le suivi des cycles de l'eau au niveau planétaire. Les données acquises par le biais du système TRMM qui est une mission de mesure des précipitations dans les zones tropicales, et par AQUA, contribuent à l'analyse des cycles de l'eau au niveau mondial, des mécanismes de ce cycle et améliorent la qualité des prévisions météorologiques.

Le radar PR qui mesure les précipitations qui se trouve à bord de cette mission TRMM dont je vous parlais, est le premier radar se trouvant dans l'espace qui mesure les précipitations. Il permet une observation en trois dimensions des précipitations. Nous espérons que celui-ci contribuera à la compréhension des mécanismes qui mènent aux précipitations et à l'élaboration de modèles avancés de prévision des systèmes de précipitations.

Le système AMSRE est le système le plus avancé. Il permet d'obtenir des images à haute résolution et permet de mesurer la température des sols, de la mer et également la mesure de l'humidité des sols, ce qui n'est pas possible dans le cas d'autres systèmes. Les données qui ont été obtenues par ce système contribuent à l'observation de la zone arctique, notamment la distribution des zones glacées et des zones de mer, étant donné la fonte de la calotte glaciaire dans l'Arctique ces dernières années. Les données relatives à la quantité de glace présente dans l'Arctique obtenues par le biais de ce système ont permis de démontrer qu'au cours de l'été 2007, le niveau de couverture de la calotte glaciaire a été un de plus faibles.

L'importance de ce système de suivi a été saluée au niveau international. Toutes ces données d'observations sont utilisées non seulement à des fins de recherches mais également pour assurer la prévision météorologique, prédiction par exemple de trajectoire des cyclones, ouragans, typhons, et est utilisée et mise à la disposition des agences de prévention des catastrophes naturelles de par le monde. Le Japon déploie des efforts pour que ces résultats soient mis à disposition en ligne.

Monsieur le Président, des projets ou des plans sont à l'étude pour mener à bien le projet mondial GPM de mesures au niveau mondial des précipitations, qui est une initiative

Japon/États-Unis qui se fonde en fait sur l'expérience engrangée dans le domaine du suivi des cycles de l'eau au niveau planétaire. L'objectif est de prévoir le climat, d'assurer le suivi des variations dans le cycle de l'eau, les catastrophes naturelles y compris les pluies torrentielles, les typhons, les inondations et les sécheresses.

Ce système GPM permet de mesurer précisément toutes les trois heures, les précipitations dans une zone par le biais d'un satellite principal qui est équipé d'un radar de détection des précipitations à double fréquence, DPR, qui est en fait une mise à jour par rapport au système précédent et qui vient compléter les observations qui sont contenues sur la base des observations produites par les petits satellites.

Ce système DPR est un élément clé qui permet de garantir la précision des données relatives à l'intensité de ces précipitations. Il permet d'améliorer la fiabilité des prévisions, y compris lorsqu'il s'agit de prévoir la trajectoire des typhons et des ouragans. Nous venons de lancer l'élaboration d'une mission d'observation au niveau mondial des changements dans le cycle de l'eau qui permettra de continuer la mesure qui a déjà été lancée dans le cadre du projet AMSRE dont je vous parlais tout à l'heure.

Le système d'alerte au niveau international, système d'alerte aux inondations qui a été lancé par le Ministère des infrastructures terrestres et des transports a été lancé, il est encore en phase expérimentale. Nous espérons pouvoir utiliser ses informations au niveau mondial très bientôt. Il prend en considération les données obtenues par la mission GPM. Il permet la prévision et la prédiction des probabilités de pluies sur la base des données relatives aux précipitations qui sont obtenues par les satellites, et permet de diffuser cette information aux agences membres et aux utilisateurs de par le monde par le biais de l'International Flow Network, le Réseau international des inondations.

Le Centre international sur l'évaluation hydrologique et la gestion des risques, l'ICHARM, a été mis en place en mars 2006 dans le cadre de l'Institut de recherche et des travaux publics qui se trouve dans la cité de Tsukuba au Japon, sous la houlette de l'UNESCO. Celui-ci promeut trois piliers de recherches : d'abord la recherche, la formation et la mise en place d'un réseau d'informations, en coopération avec les programmes liés à l'international et au national, par le biais des instituts de recherche de la JAXA et de l'IFNET. Les activités de recherches sont en cours au niveau de ce centre. L'objectif est de diffuser et d'utiliser davantage le système d'analyse intégré des inondations, le système IFAT, en utilisant les

données relatives à la quantité de précipitations. Ces activités sont promues avec la coopération de l'Institut national d'études politiques, le GRIPS. Un cours en gestion des risques liés à l'eau, notamment dans le cadre de politique de gestion des catastrophes naturelles, a été lancé en 2007. Dix étudiants de la première promotion ont obtenu un master et huit étudiants sont dans ce programme.

Dans le cadre du réseau d'informations, l'ICHRM a organisé plusieurs réunions sur la question des catastrophes liées à l'eau dans le cadre du premier Forum sur l'eau Asie-Pacifique au mois de décembre et est aujourd'hui reconnu comme un membre du réseau de base et une plateforme de coopération mutuelle dans la région Asie-Pacifique quant à ces questions. Il a renforcé sa présence à l'international en organisant des réunions portant sur la gestion des catastrophes naturelles et à l'eau, lors du 5^{ème} Forum mondial sur l'eau qui s'est tenu en Turquie en mars 2008.

Monsieur le Président, la demande en matière d'observation spatiale et en matière de prévisions des cycles de l'eau et des ressources hydriques au niveau mondial ne cesse d'augmenter, étant donné les tendances en cours dans le domaine de l'eau, étant donné la multiplication des catastrophes liées à l'eau. Par conséquent, il est nécessaire de promouvoir le développement et l'utilisation de l'application des techniques spatiales étant donné que les techniques spatiales sont un outil qui permet de répondre aux demandes d'informations.

Les changements du cycle de l'eau et la variabilité des ressources hydriques ont un impact significatif sur nos sociétés, les catastrophes naturelles liées à l'eau, la disponibilité en eau douce, les conséquences que l'on connaît sur l'agriculture, sur les activités commerciales, etc. etc. En outre, ces outils spatiaux et l'application des techniques spatiales peuvent permettre d'améliorer la qualité des prévisions météorologiques et donc avoir une incidence directe sur la vie de nos populations au quotidien.

Monsieur le Président, je crois qu'il est juste de dire que nous sommes arrivés à un stade où nous devons utiliser, mobiliser l'outil spatial au service de l'observation du cycle de l'eau au niveau planétaire et utiliser cette information dans les prévisions météorologiques, la gestion des ressources hydriques, la gestion également des productions de denrées alimentaires. Nous pensons que l'observation de notre planète jouera un rôle fondamental dans ce domaine. Intégrer les fruits de cette observation *in situ*, mais également cette observation spatiale, pour arriver à des données de plus grande précision est fondamentale. L'utilisation de cette information pour lutter contre

les catastrophes naturelles et pour la production de denrées alimentaires est fondamentale. Le Japon, en coopération avec les pays présents ici, déploiera tous les efforts nécessaires pour atteindre ces objectifs. Je vous remercie.

Le PRÉSIDENT [*interprétation de l'espagnol*] : Je remercie le représentant du Japon. Je vous remercie, Monsieur, pour votre intervention au titre de ce point sur l'espace et l'eau, le point 11. Je pense que nous pouvons déclarer clôt ce point puisqu'il n'y a plus d'autres demandes de parole.

Questions diverses (point 15 de l'ordre du jour) (*suite*)

Le PRÉSIDENT [*interprétation de l'espagnol*] : Je vous propose sans plus tarder de passer à l'examen d'autres questions. J'ai sur ma liste une demande de l'APSCO, le secrétaire général de l'APSCO, qui va nous présenter cette organisation. Il s'agit de l'Organisation de la coopération spatiale Asie-Pacifique, puisque cette organisation a demandé à bénéficier du statut d'observateur au niveau de notre Comité. Vous avez la parole, Monsieur.

M. Z. WEI (Organisation de coopération spatiale Asie-Pacifique) [*interprétation de l'anglais*] : Monsieur le Président, merci de m'avoir donné la parole. Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, c'est un grand plaisir d'intervenir au nom de l'Organisation de coopération spatiale Asie-Pacifique. Nous avons demandé le statut d'observateur permanent auprès du Comité.

C'est pourquoi j'aimerais vous expliquer l'historique et l'évolution de l'APSCO qui est une organisation intergouvernementale avec son siège à Beijing. C'est une nouvelle organisation qui vient d'être créée et a commencé ses activités en 2008. Comme son nom l'indique l'APSCO est ouvert à tous les membres de l'Organisation des Nations Unies dans la région Asie-Pacifique. Les États en dehors de la région peuvent devenir membres associés.

L'objectif c'est de renforcer les capacités spatiales et promouvoir le développement économique et social durable des pays de l'Asie-Pacifique en préparant une coopération multilatérale dans le domaine des applications pacifiques des sciences et technologies spatiales, et en aidant les États membres dans le domaine de la recherche et du développement des applications spatiales ainsi que dans le domaine de la formation.

L'idée de création au départ a été présentée par la Chine, le Pakistan et la Thaïlande en 1992. La cérémonie de signature de la convention de l'APSCO s'est tenue le 28 octobre 2005 à Beijing. La convention est entrée en vigueur en octobre

2006. Le 16 décembre 2008, une cérémonie s'est déroulée à Beijing qui a marqué le démarrage formel de ces activités. Les sept membres actuels de l'APSCO sont les suivants : Bangladesh, Chine, Iran, Mongolie, Pakistan, Pérou et Thaïlande. Deux États signataires à la convention de l'APSCO à savoir l'Indonésie et la Turquie, doivent achever leur procédure nationale et déposer leurs instruments de ratification auprès du Gouvernement chinois qui accueille l'organisation.

Je vais vous montrer un certain nombre de diapositives. Nous avons l'étape initiale, préparatoire de création de l'APSCO et les activités de l'APSCO. En 1992, les 16 pays de la région Asie-Pacifique ont organisé un atelier spatial sur l'utilisation pacifique de l'espace. Ils ont créé la coopération multilatérale dans le domaine de la technologie spatiale en Asie-Pacifique. La Chine, le Pakistan et la Thaïlande ont proposé qu'on institutionnalise le mécanisme et les autres pays ont accepté cette idée.

Entre 1994 et 2003, cette coopération était organisée entre la Thaïlande, Pakistan, etc. En 1994, le mémorandum d'entente sur le développement des petits missiles multimitraillages a été signé à Bangkok par les six pays qui ont participé.

En 2001, le secrétariat a été créé à Beijing pour permettre l'institutionnalisation de cet accord de coopération. En 2003, neuf pays d'Asie-Pacifique ont participé à la rédaction du groupe de rédaction pour la Convention de l'Organisation de coopération spatiale Asie-Pacifique.

Ensuite, je vais vous parler des activités que nous avons menées. En 2005, la cérémonie de signature de la Convention APSCO s'est tenue à Beijing. Huit pays, la Chine, le Bangladesh, l'Indonésie, l'Iran, la Mongolie, le Pakistan, le Pérou et la Thaïlande ont signé la Convention. Ensuite, le 25 octobre 2005, première rencontre du conseil intérimaire de l'Organisation. En 2006, la Turquie a signé la Convention à Beijing, donc nous sommes neuf maintenant. Voilà la composition actuelle de l'Organisation. L'accord a été lancé en 2008 à Beijing et tous les États signataires ont participé à cet événement.

Le 16 décembre 2008, la première réunion du Conseil de l'APSCO s'est tenue à Beijing en Chine. Les représentants au niveau ministériel des neuf États signataires de la convention ont participé à cette réunion. La réunion a élu M. Sunalāi de la Thaïlande à la présidence du Conseil, M. Assan du Bangladesh, était le premier vice-président, le Dr Soulayan de Chine a été le deuxième vice-président, pour un mandat de deux ans. Le Conseil a nommé le Dr (??) présenté par le Gouvernement

chinois au poste de secrétaire général de l'APSCO pour une période de cinq ans.

Le 16 décembre 2008, la cérémonie inaugurale a été tenue à Beijing et a marqué officiellement le début des opérations. À part les délégations des États signataires, d'autres pays ont également participé à cette cérémonie. Voilà le bâtiment où siège l'APSCO à Beijing.

À la première réunion du Conseil, le Conseil a approuvé la structure du secrétariat : quatre départements, administration et finance ; relations extérieures et affaires juridiques ; éducation, formation et gestion de la base de données ; gestion de la planification et des programmes stratégiques. Il a aussi approuvé le programme pour 2009 y compris la ratification de la Convention, l'organisation du secrétariat, la gestion interne, la réalisation des activités fondamentales et facultatives. Le secrétariat s'est mis d'accord sur six projets qui devraient être réalisés en 2009.

Voilà les informations que je voulais vous communiquer concernant notre Organisation.

Dernier point, Monsieur le Président, en espérant pouvoir établir une coopération très étroite avec le Comité. Comme cela a été mentionné dans la Convention de l'APSCO qui est entrée en vigueur le 12 octobre 2006. L'article 24 de la Convention stipule coopération avec les autres entités et il est indiqué que l'APSCO devrait coopérer avec toutes les agences du système des Nations Unies, notamment le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique.

Depuis sa création en 1959 par l'Assemblée générale des Nations Unies, le Comité est devenu le forum principal de débats sur les utilisations pacifiques de l'espace et a largement contribué au renforcement de la coopération internationale dans ce domaine. Nous espérons que la coopération spatiale au niveau régional fait partie de cette coopération mondiale. Obtenir un statut d'observateur nous permettra de poursuivre ces activités conformément à nos propres objectifs, c'est-à-dire promouvoir la coopération spatiale dans la région Asie-Pacifique.

J'espère qu'à la prochaine session du Comité, nous pourrons vous donner des informations supplémentaires concernant les activités de l'APSCO, notamment dans le cadre des différents projets de coopération réalisés dans le cadre de notre organisation. Nous voudrions également pouvoir bénéficier des compétences du Comité et nous sommes ouverts à toutes suggestions formulées par le Comité et ses membres. Merci.

Le PRESIDENT [*interprétation de l'espagnol*] : Je remercie, au nom du Comité, le représentant de l'APSCO, l'Organisation de coopération spatiale Asie-Pacifique, M. Wei Zhang qui représentait le secrétaire général, une organisation qui demande le statut d'observateur permanent au niveau du Comité. Je vous remercie, Monsieur, pour votre exposé. Vous vous en êtes saisi, vous avez écouté cet exposé. Vous trouverez également dans le fond de la salle des exemplaires de cet exposé, et bien sûr, nous allons prendre une décision sur cette demande de bénéficier du statut.

Je vois qu'il y a une demande de parole de l'Iran. Allez-y.

M. A. TALEBZADEH (République islamique d'Iran) [*interprétation de l'anglais*] : Monsieur le Président, ma délégation appuie cette demande qui a été demandée par l'Organisation de coopération spatiale de l'Asie-Pacifique. Nous appuyons cette proposition, étant donné que cette organisation a une très grande expérience dans le domaine de la gestion et de l'application des techniques spatiales à la gestion de phénomènes climatiques extrêmes, les changements climatiques, les sécheresses, etc. etc. C'est la raison pour laquelle nous pensons que le fait de donner à cette organisation le statut d'observateur permanent contribuera aux travaux de notre Comité et contribuera également au renforcement de la coopération entre les agences spatiales, les organisations de coopération spatiale et notre Comité, et profitera à l'exploration et à l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique.

Je vous remercie.

Le PRESIDENT [*interprétation de l'espagnol*] : Merci au délégué de l'Iran. Merci. Nous avons peu de temps. Nous allons donc directement passer aux exposés techniques et cette après-midi, nous reviendrons sur cette demande présentée par l'APSCO pour obtenir le statut d'observateur permanent.

Nous allons passer aux exposés techniques. Nous allons écouter le représentant du Japon, M. Kato, qui va nous présenter un outil pour l'enseignement des sciences spatiales. M. Tsunehiko Kato, vous avez la parole.

M. T. KATO (Japon) [*interprétation de l'anglais*] : Merci, Monsieur le Président. Je vais vous présenter le programme MITAKA. Il s'agit d'un logiciel en temps réel destiné au PC. Il permet de visualiser l'Univers tel qu'il est connu aujourd'hui. Il vous permet de naviguer dans l'Univers de la Terre aux frontières de l'Univers telles que nous les connaissons aujourd'hui.

Une démonstration en temps réel. Voilà le ciel tel que vous le voyez ici la nuit, en Autriche, à 22 heures. Vous voyez les constellations à l'écran. Vous pouvez avancer, autrement dit, vous élever par rapport à la planète. Nous sommes maintenant dans l'espace, nous avons quitté la Terre et vous allez maintenant voir la Terre. La voilà. Vous voyez c'est donc la nuit. Si vous utilisez la souris et vous tirez, vous pourrez descendre pour voir la moitié de la Terre qui est illuminée par le soleil, et vous pouvez changer la localisation, tourner dans un sens, dans l'autre.

Ensuite, vous pouvez vous éloigner, c'est ce que je vous propose de faire. Vous avez une vue d'ensemble, la Terre, la Lune, et le système solaire. Vous voyez Mercure, Vénus, la Terre, le Soleil, Mars, la ceinture d'astéroïdes, Jupiter, Saturne, Uranus, Neptune. Vous voyez le cercle orange qui vous démontre la distance par rapport au Soleil. Saturne est à 10 UA du Soleil, unités astronomiques. Vous voyez ici Pluton, Neptune, Uranus, le Soleil, et vous voyez certains des satellites de ces planètes et d'autres planètes qui ont été découvertes plus récemment.

Le nuage HORT qui serait la source de plusieurs comètes. Ici vous visualisez les étoiles. L'étoile la plus proche du Soleil c'est Alpha Centaure qui est à quatre années-lumière du Soleil, à peu près. Ces étoiles ont été observées par les satellites et leurs distances ont été calculées en utilisant les différents angles. Vous pouvez voir dans les différentes constellations des étoiles dont les noms sont très connus.

Il s'agit ici à l'écran d'un modèle théorique de notre galaxie. La voie lactée, une galaxie à forme spirale avec à peu près 200 millions d'étoiles. Vous voyez que le système solaire est assez éloigné du centre de la voie lactée. Vous pouvez voir tout cela de profil. Vous pouvez voir la distance qui sépare les différents satellites. Si vous vous éloignez davantage, vous vous rendez compte que la voie lactée devient un point sur cette carte pour ainsi dire, ou dans le ciel. Là vous en êtes à l'échelle des galaxies. Il y a beaucoup de galaxies, comme vous le savez dans l'Univers. La galaxie Andromède, par exemple, qui est à 2,3 millions d'années-lumière de la voie lactée. Vous pouvez voir d'autres galaxies. Vous voyez ici la distribution des galaxies les plus éloignées, des images qui ont été obtenues sur la base des observations les plus récentes.

Ce que vous avez à l'écran est ce qui a été observé le plus récemment. Les régions qui sont en noir, où il n'y a rien, sont, nous le pensons, également pleines de galaxies. Si vous regardez un petit peu la distribution des galaxies, vous voyez qu'il y a une structure réseau dans cette

distribution. Cela correspond en fait à la structure de l'Univers. Cette structure est due à de légères fluctuations dans la densité de la matière. En bleu, vous voyez la distribution des quasars qui sont des galaxies disposant d'un noyau actif. Si vous regardez le cercle le plus grand, on vous dit 13,7 milliards d'années-lumière.

Étant donné que l'Univers est à 13 milliards d'années-lumière et étant donné la vitesse de la propagation de la lumière, nous ne pouvons observer l'Univers qu'à cette échelle, autrement dit, nous ne pouvons pas aller plus loin. Plus vous vous éloignez, en fait, plus vous remontez dans le temps.

Je vous propose de revenir à la planète Terre. Vous voyez la structure d'ensemble de l'Univers, la distribution des galaxies qui sont plus proches de notre planète, le modèle théorique de la voie lactée, la distribution des étoiles proches, le nuage d'Oort, le système solaire et notre planète, la planète Terre, et le ciel viennois à 22 h 10 le 11 juin 2009.

Mesdames et Messieurs, je viens de vous emmener aux frontières de l'Univers. Je vous propose de revenir aux diapositives. Comme je l'ai dit MITAKA est un logiciel interactif. Vous pouvez l'utiliser par le biais de votre souris, de votre clavier, du touch-pad de votre portable, s'il s'agit d'un portable. Ce logiciel est gratuit et vous pouvez vous rendre sur notre site internet et le télécharger gratuitement. De février 2005 à mai 2009, il y a eu à peu près un demi-million de téléchargements qui ont eu lieu. Je vous encourage à vous rendre sur notre site internet. Il suffit de chercher MITAKA sur n'importe quel moteur de recherche. Le logiciel MITAKA fonctionne sur les systèmes PC. Vous avez une image d'un observatoire du Japon où on projette justement les images que l'on a obtenues de ce logiciel. C'est un logiciel qui est utilisé au Japon dans les écoles, dans les musées, dans les observatoires. Il est utilisé également sur des chaînes de télé et il est mentionné dans les livres et il est utilisé, bien sûr, par les particuliers.

Plus récemment, MITAKA a été utilisé d'ailleurs par des stars de la Pop japonaise dans leur vidéo-clip. Nous espérons que ce logiciel pourra être utilisé à des fins éducatives de par le monde.

En guise de conclusion, et pour résumer, il s'agit d'un logiciel en temps réel de visualisation de l'Univers connu. Il dispose de données relatives à une information de données mise à jour. Il est basé sur des modèles théoriques qui fonctionnent sur les PC ou sur des PC en réseau. Comme je l'ai dit, il est téléchargeable depuis notre site internet gratuitement. Je vous remercie de votre attention.

*M. Filipe Duarte Santos (Portugal)
prend la présidence.*

Le PRESIDENT [*interprétation de l'anglais*] : Je remercie M. Tsunehiko Kato pour votre exposé. Merci de nous avoir emmenés aux frontières de l'Univers et de nous avoir fait revenir sur la Terre.

Je vous propose de passer sans plus tarder au deuxième exposé prévu ce matin, par un représentant de la Turquie, M. Nurcan Bac, qui va nous parler de la science des matériaux de point utilisés dans l'espace avec des applications terrestres. M. Bac, vous avez la parole.

M. N. BAC (Turquie) [*interprétation de l'anglais*] : Merci de me permettre de faire cette présentation. J'ai fait des expériences sur la navette spatiale et la Station spatiale internationale pendant plus de 14 ans et maintenant, je travaille à l'Université d'Istanbul et j'essaie de voir comment ces résultats pourraient être utilisés sur Terre. Je vais vous expliquer les types de nouveaux produits que nous pouvons vous offrir sur la base des connaissances acquises dans l'espace.

Là c'est mon collègue qui a volé sur le STS-73. Je vais vous expliquer quelles sont les expériences que nous faisons dans l'espace du point de vue scientifique, l'environnement de microgravité dans l'espace. Nous avons une occasion unique de suivre un comportement humain qui est différent, bien sûr. Vous pouvez faire brûler une bougie à l'envers, la tête en bas. En bas, vous avez des matières avancées, les zéolites, j'y reviendrai. Ces cristaux sont beaucoup plus grands que sur Terre.

Quel est l'intérêt scientifique de ce travail ? Comme je l'ai dit, on arrivera à des cristaux avec moins de dépôt puisque les effets secondaires sont limités. Il y a beaucoup d'applications ainsi que certaines applications un peu exotiques. Je ne vais pas vous expliquer le processus chimique, je vais simplement vous expliquer qu'il s'agit de matières nanoporeuses et qui peuvent faire passer des molécules. Ainsi on peut les utiliser comme catalyseurs dans l'industrie chimique pour le processus de séparation des gaz et des liquides, on peut les utiliser dans les raffineries de pétrole pour les échanges d'ions dans le traitement de l'eau, par exemple, et on peut les utiliser également comme antibactériennes.

L'expérience prouve que la croissance des cristaux dans l'espace se fait à trois niveaux, la solution, la phase vapeur et la fusion. Je vais vous parler de la croissance des cristaux et des protéines pour les médicaments. Ensuite, il y a des applications, par exemple, médicales, les antibactériens. Où se font ces expériences ? Sur la navette spatiale, l'expérience se fait à l'arrière, dans la zone arrière de la navette. Vous voyez les

différents moments de l'assemblage de la SSI, qui a commencé en 1998, et qui se poursuit. Vous avez le laboratoire américain Destiny où nous avons mené nos expériences. Souvent cela se fait sur EXPRESS Rack, qui est Expedite Processing Experiments on Space Station, c'est le produit habituel.

À gauche, vous voyez que certaines expériences ont été mises sur la Station. Il y a bien sûr des problèmes car il faut limiter le poids et la taille. Vous avez le Multi Purpose Logistics Module du Centre spatial canadien. Nous avons ce module logistique polyvalent qui est transporté vers la SSI. Ici, le squelette de ce EXPRESS Rack qui permet d'évaluer toutes les expériences et interpréter les données.

Ici, nous avons une expérience sur le Fourneau de croissance des cristaux zéolites. En haut, vous avez la charge utile, et en bas je vérifie les opérations. L'expérience se faisait toute seule de façon autonome. L'expérience demandait trois heures d'attention de la part de l'équipage sinon ça se faisait automatiquement. Les cristaux sont ensuite introduits dans ces tubes. Ce projet a été préparé par Lawrence DeLucas. L'idée est d'avoir des cristaux plus grands et plus parfaits. Vous avez une autre version de ce Fourneau pour la croissance des cristaux zéolites. Il a volé plusieurs fois sur le STS-107. Là vous avez des échantillons Zéolite X. À gauche c'est une image, si vous achetez le produit sur le marché, c'est ce que vous allez obtenir. En bas à droite, le premier vol et ensuite le deuxième vol. Maintenant nous pouvons créer ces cristaux au laboratoire sans les envoyer dans l'espace et qui sont 250 fois plus grands.

L'espace nous donne des cristaux d'une structure parfaite. Vous avez un seul rayon-X des cristaux, vous avez en haut le cristal dans l'espace et en bas le cristal terrestre qui est beaucoup moins parfait. Même chose, comparaison entre le cristal spatial et le cristal terrestre. À gauche, vous avez beaucoup de défaillances, de failles, et l'autre à droite a une structure parfaite.

Pour ce qui est des protéines, c'est le groupe du Pr DeLucas. La structure est presque parfaite et peut devenir des références et lorsque l'on a des références on arrive à mieux les fabriquer sur Terre. Cela permet également de créer des nouveaux médicaments, des nouveaux antiviraux.

Pour conclure sur le résultat dans l'espace, on peut dire qu'on a pu créer des zéolites sans défauts et des protéines plus grands et sans défauts dans l'espace qui sont devenus les étalons pour les cristaux. Ces expériences ont duré environ 14 ans entre 1992 et 2004. L'expérience s'est arrêtée parce qu'il n'y avait plus de vol de la navette après l'accident de Columbia. Vous avez ces deux

personnes qui ont participé au vol STS-73 de Columbia et qui ont perdu leur vie.

Quelles sont les applications de ces zéolites en médecine ? Elles ont des propriétés biologiques connues et si vous voulez combiner avec les ions Ag⁺, de l'argent, il peut avoir des effets antibactériens, une activité antibactérienne plus forte, une plus grande stabilité. On peut également les mélanger au polyuréthane à la ciprofloxacine qui est un antibiotique important. L'antibiotique empêche la croissance des bactéries. Les c, d, e, c'est le polyuréthane avec de l'argent AgA alors que sur l'autre vous avez des activités bactériennes.

Les applications dans les cellules de combustibles. Le Fuel Cells c'est une application qui permet de créer de l'électricité, mais il faut transporter ces cellules par la membrane. C'est très coûteux parce que le matériel utilisé doit être déshydraté et on doit utiliser des températures faibles. Le but c'est d'avoir des opérations plus élevées et d'utiliser d'autres matériaux qui sont moins coûteux, d'où l'importance du zylex et d'autres composantes. À gauche, en bleu, c'est un composite effectivement, et le bleu a une conductivité supérieure au Nafion 117. À droite, c'est moins lisible, en vert c'est le Nafion.

En conclusion, je dirais, Monsieur le Président, que la base de connaissance des matières produites dans l'espace, les zéolites et les protéines permettent de créer des nouveaux produits pour la société. Par exemple, les zéolites antibactériens, il y a des nouveaux produits maintenant utilisés en matière d'urgence médicale, par exemple arrêter les hémorragies lors du transport des patients vers l'hôpital. Vous pouvez utiliser également des sièges de toilettes antibactériens ou des revêtements de salles de bains. L'utilisation de ces substances rendra les choses moins coûteuses. On peut également utiliser la micro-encapsulation des odeurs. Les zéolites ont un rôle de réduction de l'utilisation accrue des détergents et des assouplissants.

Voilà la Turquie vue de l'espace. Je vous remercie, Monsieur le Président, pour votre attention.

Le PRÉSIDENT [*interprétation de l'anglais*] : Je vous remercie pour cette présentation très intéressante sur les matériaux de pointe utilisés dans l'espace avec les applications terrestres, des applications nombreuses et variées. J'espère que nous aurons un peu de temps pour poser des questions à la fin.

Nous passons maintenant à la troisième présentation. M. Abdoulah Al-Ashaikh qui est secrétaire général du Prix international sur l'eau Prince Sultan Bin Abdulaziz. Vous avez la parole.

M. A. AL-ALSHAIKH (PSIPW) [*interprétation de l'anglais*] : Monsieur le Président, merci beaucoup. Donnez-moi cinq minutes pour vous diffuser un documentaire sur ce Prix.

Merci, Monsieur le Président, merci de m'avoir donné la possibilité de vous présenter ce film sur le Prix international Prince Sultan Bin Abdulaziz sur l'eau. Ce Prix récompense les efforts qui sont déployés par des particuliers et des institutions dans le domaine de l'eau et reconnaît et rend hommage aux travaux exceptionnels qui permettront, nous l'espérons, de trouver des solutions au manque de ressources en eau et de garantir un approvisionnement durable en eau potable.

Nous cherchons à récompenser les chercheurs et à encourager des solutions, de mettre à disposition de l'eau des solutions bien sûr, rentables et ce dans toutes les régions du monde.

Le Prix est devenu une récompense qui est accordée aux chercheurs de pointe. Il s'agit d'une compétition entre les différents scientifiques. La mission première à cet égard du Prix a été pleinement remplie. La mission du Prix est d'atteindre sa deuxième mission, à savoir d'inspirer les scientifiques, d'encourager la recherche. Une des mesures principales que nous avons prise pour ce faire c'est de lancer le Prix créativité, comme cela vous a été dit au cours du film qui récompense un travail extraordinaire, qu'il s'agisse d'un travail de recherche, d'une invention, d'une nouvelle technologie, il s'agit en fait d'une percée dans toutes les disciplines liées à l'eau.

Il faut que ce soit un travail qui se distingue par sa créativité, son caractère unique et bien sûr par son caractère écologiquement rationnel. La chaire de recherche à l'Université de Riyad qui vous a été présentée dans la vidéo joue un rôle fondamental dans ce domaine. Au niveau de cette université, on met l'accent sur la collecte des précipitations et des eaux de ruissellement, mais on prend également en considération l'incidence que les changements climatiques ont sur l'eau. Pour ce faire, les systèmes d'information géographique, la télédétection, la modélisation mathématique est utilisée. Cela permettra à l'Arabie saoudite de tirer plein profit des eaux de ruissellements des précipitations, ce qui contribuera bien sûr, à son tour, à faire face aux problèmes de sécheresse et de manque d'eau dans le pays.

Les nominations pour la quatrième édition de ce Prix sont ouvertes et ce jusqu'au 31 janvier 2010. Les thèmes pour cette quatrième édition du Prix sont les suivants : 1°) Le Prix créativité qui est ouvert, comme je l'ai dit tout à l'heure, à toute

percée dans tout domaine ou dans toute discipline liée à l'eau. Ensuite, il y a quatre prix spécialisés qui sont les suivants : Tout d'abord, pour l'eau de surface, il s'agit cette année de méthodes novatrices, de modélisation des précipitations et d'eaux de ruissellement. Ensuite, deuxièmement, pour ce qui est des eaux souterraines, l'évaluation et la lutte contre la contamination radioactive de l'eau souterraine. Ensuite, troisièmement, pour ce qui est des ressources hydriques alternatives ou non traditionnelles, il s'agit des méthodes novatrices de production d'eau sur la base de ressources en eau non traditionnelles. Et enfin, quatrièmement, protection et gestion des ressources en eau, une question qui nous préoccupe tout particulièrement aujourd'hui étant donné que c'est directement lié à l'espace, l'application de la télédétection et des systèmes d'information géographique à la gestion des ressources hydriques.

Nous attendons avec impatience d'obtenir vos nominations, vos candidatures, notamment pour ce quatrième thème. En effet, nous pensons que l'application des techniques spatiales renferme un potentiel très fort, notamment dans la gestion des ressources hydriques à l'avenir. C'est la raison pour laquelle le Prix est prêt à parrainer et à aider à l'organisation de conférences de par le monde, organisées par les Nations Unies, en particulier le COPUOS, notre Comité, et d'autres institutions, d'autres agences des Nations Unies qui s'intéressent à l'application des techniques spatiales pour résoudre les problèmes liés à l'eau de par le monde.

Le Prix, en collaboration avec l'UNESCO, avec l'ONU, a participé et a parrainé la Conférence internationale sur l'utilisation de la technologie spatiale à des fins de gestion des ressources hydriques qui a eu lieu à Riyad en 2008. Nous espérons, comme cela a été dit ici, que cette conférence pourra avoir lieu dans d'autres pays de par le monde tous les deux ans. La coopération avec le Bureau des affaires spatiales des Nations Unies et les différents pays hôtes nous permettront d'atteindre ces objectifs. Le Prix remet a alloué 30 000 dollars tous les deux ans. C'est la somme qui est consacrée à l'organisation de cette conférence. La prochaine aura lieu en Argentine en avril 2010.

Nous espérons pouvoir continuer de travailler pour appliquer les techniques spatiales à des utilisations pacifiques. Merci à nouveau d'avoir accepté notre candidature d'observateur permanent auprès du Comité. Je vous remercie.

Le PRÉSIDENT [*interprétation de l'anglais*] : Merci M. Al-Alshaikh. Merci pour ce petit film, cette petite vidéo. Merci pour votre exposé.

Nous avons quelques minutes pour une séance de questions-réponses sur ces trois exposés, s'il y a des questions. Cela ne semble pas être le cas. Je vais donc procéder à lever la séance, mais avant de ce faire je vais vous expliquer quel sera le programme de travail pour cette après-midi.

Nous reprendrons à 15 heures précises. À 15 heures, nous continuerons l'examen et je l'espère conclurons l'examen du point 15 de l'ordre du jour, "Questions diverses". J'espère que si nous en avons le temps, nous pourrons commencer d'adopter le rapport de la cinquante-deuxième session du Comité, il s'agit du point 16 de l'ordre du jour, "Rapport du Comité à l'Assemblée générale".

Il y aura quatre exposés techniques cette après-midi. Un qui nous sera fait par l'entreprise allemande sur le thème "Des quarks à l'Univers, le Big Bang". Une deuxième qui sera faite par l'Indonésie qui portera sur "L'espace et le climat en Indonésie ; situation et problèmes connexes". Et la troisième qui nous sera présentée par le Conseil consultatif de la génération spatiale et qui portera sur "Les résultats de la Conférence du Conseil

consultatif de la génération spatiale sur le dixième anniversaire d'UNISPACE III ; quels ont été les progrès qui ont été réalisés". Et un quatrième exposé qui sera fait par l'Algérie et qui portera sur "La Troisième Conférence des dirigeants africains sur la science et la technologie spatiale au service du développement durable".

Je vous invite, Mesdames et Messieurs, comme cela avait déjà été fait ce matin, au buffet léger qui sera servi en face de la salle de conférence n° 3, avant la table-ronde organisée par la Mission permanente italienne auprès des organisations internationales, qui porte sur "L'astrophysique et la cosmologie, 400 ans après Galilée", organisée par la Mission permanente italienne et l'Agence spatiale italienne ainsi que les Nations Unies, bien sûr. Cette table-ronde aura lieu à partir de 13 h 30 dans cette même salle.

Y a-t-il des questions, des observations sur ce *modus operandi* ? Non, cela ne semble pas être le cas. La séance est levée jusqu'à 15 heures. Merci.

La séance est levée à 12 h 40.